

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(8^e édition. – Juin 2005)

AVENANT « SALAIRES » N° 9 *BIS* DU 12 OCTOBRE 2005
(BOURGOGNE)

NOR : ASET0650245M
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne,

D'une part, et

Les unions départementales de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de Saône-et-Loire et de l'Yonne CGT-FO ;

L'union régionale de Bourgogne CFTC ;

L'union régionale construction et bois Bourgogne CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 513,5812 € ;
- la partie variable (VP) à 4,3677 €,

pour les coefficients 170 et suivants.

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé forfaitairement le barème du coefficient 150 pour un horaire mensuel de 151,67 heures à 1 219,43 €, soit une grille qui s'établit ainsi du coefficient 150 au coefficient 270 :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM (pour 151,67 heures par mois)	
		Horaire	Mensuel
Niveau I			
– position 1	150	8,04	1 219,43
– position 2	170	8,28	1 255,83
Niveau II	185	8,71	1 321,05
Niveau III			
– position 1	210	9,43	1 430,25
– position 2	230	10,01	1 518,22
Niveau IV			
– position 1	250	10,59	1 606,19
– position 2	270	11,16	1 692,64

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Côte-d'Or et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Dijon, le 12 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)